

Infos planétaires

Un site sur l'actualité internationale

Catégories

Sélectionner une catégorie

Rechercher

Rechercher...

Rechercher

Centrafrique : des groupes armés violents occupent les 2/3 du pays

Centrafrique : des groupes armés violents occupent les 2/3 du pays

✍️ Posted on [22 janvier 2021](#) 👤 [by admin](#) 📅 22 janvier 2021 💬 0 comments

Les forces en présence

La Centrafrique, (4,9 millions d'habitants), l'un des pays les plus pauvres du continent, est ravagé par une guerre civile depuis 2013 : la Séléka, une coalition ethnique musulmane de groupes armés, avait alors renversé le régime du président François Bozizé.

Depuis 2018, la guerre a diminué d'intensité.

Environ 10 à 15 groupes armés occupent les 2/3 du pays et terrorisent les civils.

A signaler aussi, des milices venues du Soudan et du Tchad.

Les groupes armés se disputent le contrôle des ressources du pays, tout en perpétrant régulièrement des exactions contre les populations civiles, les rackettant aussi.

La Centrafrique a de nombreuses richesses minières : diamant, or, aluminium, cuivre, uranium, et aussi des puits de pétrole.



Le 6 février 2019, le gouvernement et 14 groupes armés ont signé un accord de paix à Khartoum.

Objectif : mettre un terme aux combats opposant les rebelles aux forces loyalistes mais aussi entre ces groupes armés rivaux.

Selon cet accord de Khartoum, des chefs de guerre sont intégrés au gouvernement ou à l'administration.

Et juste avant la signature de l'accord, en décembre 2018, le président Touadera lançait le grand DDR (Désarmement, démobilisation et réintégration).

Le DDR prévoyait le désarmement de 5000 à 7000 combattants, ainsi qu'une intégration à des unités spéciales mixtes de sécurité prévues ensuite par l'accord de Khartoum.

Malgré quelques avancées, c'est globalement un échec.

Chaque camp accuse l'autre d'être responsable de cet échec.

Les groupes armés, qui ont mis la main sur de nombreuses richesses minières, s'approvisionnent facilement en armes.

Mais en face, les forces loyalistes souffrent d'un embargo partiel sur les armes.

Combattre les groupes armés est donc difficile.

Face à eux, détaillons les forces en présence :

- La Mission de l'ONU en Centrafrique se nomme la Minusca. Son rôle : protéger la population, le processus électoral et la stabilité du pays. Elle était donc chargée de veiller au bon fonctionnement des élections présidentielle et législatives. Au sein de la Minusca : 12.000 Casques bleus.
- Un millier de paramilitaires russes sont déployés selon des sources officielles centrafricaines.
- Des centaines de militaires rwandais et paramilitaires (ou instructeurs militaires) russes dépêchés en plus fin décembre par leurs pays pour aider M. Touadéra et l'armée démunie.
- Les forces de sécurité centrafricaines (les FACA), environ 2.600 militaires. Décrites comme peu efficaces. De plus, la désertion est importante.

L'offensive se prépare

Depuis plusieurs mois, les groupes armés signataires de l'accord de paix faisaient connaître leur mécontentement au sujet de la mise en œuvre de l'accord de Khartoum.

Par exemple, il y eût des retards au sujet de la mise en place des unités spéciales mixtes de sécurités, devant être composées en partie d'ex-combattants.

Plusieurs groupes armés anti-balaka et ex-Séleka s'unissent, le 16 décembre, pour dénoncer l'accord de Khartoum.

Ils menacent d'utiliser « tous les moyens » si le gouvernement ne consent pas à organiser des concertations à ce sujet avant l'organisation des élections du 27 décembre.

A noter qu'ils sont eux-mêmes accusés de régulièrement violer l'accord de Khartoum.

Le 17 décembre, les six groupes armés les plus puissants s'allient au sein de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC).

Parmi eux, 3 font partie des principaux signataires de l'accord de Khartoum.

Les groupes sont les suivants : UPC, MPC, FPRC, 3R, et deux groupes anti-balaka.

Et ils reçoivent ensuite un soutien de poids : l'ancien président François Bozizé.

Il est revenu en catimini en 2019 et a annoncé sa candidature à la présidentielle.

Mais la Cour constitutionnelle rejeta sa candidature car il est sous le coup d'un mandat d'arrêt international et de sanctions de l'ONU pour soutien présumé à des groupes accusés de crimes de guerre et contre l'humanité de 2013 à 2015. Il est maintenant sous le coup d'une enquête ouverte par le procureur de Bangui, pour tentative de coup d'Etat.

Les groupes armés passent à l'attaque

Après leur alliance du 17 décembre, la coalition de groupes armés décide rapidement de marcher sur Bangui.

Ils veulent empêcher les élections.

Des affrontements ont lieu. Outre la Minusca, des renforts rwandais et russes sont arrivés pour contrer l'avancée des rebelles.

Ils s'emparent de plusieurs localités situées sur les axes qui desservent la capitale.

Ils attaquent ensuite la capitale, mais sont repoussés le 13 janvier. Au cours des combats, une trentaine de rebelles et un Casque bleu furent tués.

Dans leur vaste offensive, ils ont pris provisoirement 2 villes, ensuite reconquises par la Minusca : Bangassou pendant 2 semaines, et Bambari pendant une journée.

Les attaques des groupes rebelles s'accompagnent de violences contre les populations, et de pillages.

Des dizaines de milliers de civils ont fui, surtout suite à la conquête de Bangassou.

Désertions de soldats centrafricains

Bilan de toutes ces offensives, de nombreux tués : civils, travailleurs humanitaires, forces nationales de défense et de sécurité, et 7 Casques bleus.

De plus, les forces centrafricaines ont massivement déserté l'armée.

A noter que les groupes armés avaient auparavant recommandé à leurs membres de "fraterniser" avec les soldats des forces régulières qui désirent les rejoindre.

La République centrafricaine a décrété jeudi l'état d'urgence pour 15 jours sur l'ensemble du pays.

Cela permet aux autorités de procéder à des interpellations sans forcément passer par le procureur de la République.

La situation est très grave.

D'autre part, suite aux attaques des groupes armés, le président Touadéra a exclu du gouvernement les 3 leaders de groupes armés qui sont membres de la CPC

C'est donc bien la fin de l'accord de Khartoum.

La Russie : intéressée et indispensable

Depuis 2018 la Russie s'investit en Centrafrique.

Vladimir Poutine qualifie la Centrafrique de "partenaire prometteur".

Ce pays regorge en effet de nombreuses ressources minières.

Un millier de Russes sont déployés selon des sources officielles centrafricaines. Ce sont surtout des membres de la société militaire privée Wagner qui appartient à un proche de Vladimir Poutine, Evgueni Prigojine.

Le président de la Centrafrique, M. Touadéra s'est beaucoup rapproché de Moscou.

La Russie fournit déjà beaucoup d'armes à la Centrafrique, mais le président en demande davantage, afin de pouvoir combattre efficacement les groupes armés.

La Russie protège le président, la capitale Bangui, des mines.

Les Russes forment aussi les FACA, et les accompagnent sur le terrain.

En décembre, face aux fortes tensions liées aux élections, la Russie a dépêché des centaines de renforts.

Ils sont désormais sur le départ, sans mettre fin à la présence russe, devenue habituelle à Bangui.

La Russie est le premier vendeur d'armes sur le continent africain. En échange de leur soutien, le pouvoir central de Bangui a accordé des permis d'exploitation minière.

De nombreuses voix s'élèvent, accusant M. Touadéra de livrer à des groupes russes des pans entiers des ressources naturelles, notamment le diamant et l'or.

Trois journalistes russes qui enquêtaient sur les activités de Wagner ont été assassinés en juillet 2018 en Centrafrique.

Les coupables n'ont pas été retrouvés. L'enquête est au point mort.

Catastrophe humanitaire

Plus d'un tiers de la population centrafricaine, soit 1,9 million de personnes, est confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë.

2,8 millions de personnes – plus de la moitié de la population – auront besoin d'une aide et protection humanitaires en 2021.

Le Plan de réponse humanitaire pour 2021 requiert 553 millions de dollars pour venir en aide à 1,8 million de personnes. Il est financé seulement à moitié.

De plus, en raison d'un manque de développement des infrastructures et d'une très forte insécurité, les ONG peinent à accéder à certaines zones.

D'autre part, vu que des dizaines de groupes armés se sont répartis le pays en des zones d'influence qu'ils contrôlent et exploitent à leur guise, les Centrafricains souffrent d'extorsions et d'abus en tous genres.

Des crimes de guerre

Alors que près d'un quart de la population centrafricaine est déracinée, avec plus de 600.000 réfugiés dans les pays voisins et autant de déplacés à l'intérieur de la RCA, la tendance s'est renforcée suite au 27 décembre dernier.

Les violences ont provoqué le déplacement de près de 200.000 personnes à l'intérieur du pays. Environ la moitié sont rentrées depuis.

D'autre part, près de 60.000 Centrafricains se sont réfugiés à l'étranger, surtout en RDC.

Comme dans chaque conflit armé, les populations civiles ont souffert de nombreuses exactions : viols, attaques, pillages, recrutement et utilisation d'enfants, locaux d'organisations humanitaires saccagés, écoles fermées ...

Il faut noter, de surcroît, que les attaques contre les humanitaires ont fortement augmenté en 2020.

Entre janvier et décembre 2020, 424 incidents contre des humanitaires en RCA ont été enregistrés contre 306 en 2019.

Dans les 424 incidents recensés l'année dernière, 3 personnes ont perdu la vie et 29 autres ont été blessées.

Le mois de décembre a été particulièrement dangereux.

Blocus contre la capitale Bangui

Depuis plus d'un mois, les groupes armés, par leurs attaques, empêchent les camions de marchandises de circuler du port de Douala (au Cameroun) à Bangui (capitale de la Centrafrique).

Or, cet axe est vital pour l'approvisionnement de la Centrafrique.

Résultat : 1 600 camions sont coincés à la frontière dont 500 appartiennent aux Nations unies et à ses partenaires humanitaires.

À l'intérieur, il y a notamment de la nourriture et des médicaments.

Non seulement les vivres et médicaments ne parviennent pas aux Centrafricains, mais le blocus entraîne une hausse des prix sur les marchés.

À ce rythme, le nombre déjà très élevé de Centrafricains en insécurité alimentaire risque encore d'augmenter.

Et certains produits indispensables aux humanitaires, comme le carburant, commencent à manquer.

Autre inquiétude, une menace sur l'eau potable. Parmi les produits coincés se trouvent en effet des stocks de chlore destinés à la Sodeca, la société de distribution de l'eau.

Les élections furent un échec

Les élections viennent de se dérouler, fin décembre 2020.

Ce sont les premières depuis la signature de l'accord de paix de Khartoum en février 2019. Le président sortant, Faustin-Archange Touadéra, est réélu.

Sa réélection est reconnue par l'ONU et la communauté internationale.

Les observateurs internationaux, notamment de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Ceeac) et l'Union Africaine, s'étaient dit satisfaits du déroulement des élections.

Alors qu'en réalité, c'est une catastrophe, même si les Centrafricains qui pouvaient voter étaient plutôt motivés.

En raison de l'insécurité ayant empêché la plupart de voter, la Minusca a échoué dans sa mission.

Les élections sont contestées en Centrafrique :

- Par les groupes armés
- Par l'opposition : les leaders de la COD 2020, une coalition de 15 partis de l'opposition, refusent de reconnaître la réélection de M. Touadéra

En effet, 65% du corps électoral n'a pu voter, en raison de la violence des groupes armés contre le déroulement des élections.

Pourtant, la Minusca était confiante pour que le vote se déroule dans de bonnes conditions.

Une mission impossible à tenir face à de riches groupes armés occupant les 2/3 du territoire.

De plus, l'opposition accuse le président sortant et son équipe de fraudes.

Cependant, l'écart est très important entre le président réélu et son opposant.

L'opposition, tout comme le réseau de la société civile Arc-en-ciel, dénoncent aussi un recours massif au vote par dérogation. C'est le fait pour un électeur d'aller voter dans une autre circonscription que la sienne.

Perte de confiance dans la Minusca

La coalition de partis d'opposition critique vertement la Minusca.

Alors que la situation sécuritaire empêchait le bon déroulement du vote, le représentant de la Minusca, Mankeur Ndiaye, est accusé d'avoir déraisonnablement insisté pour que les élections aient lieu.

Il lui est aussi reproché d'avoir soutenu ostensiblement le président sortant, M. Touadéra.

Cette opposition demande donc à l'ONU d'enquêter sur son représentant.

Mais la Minusca soutient son représentant.

De plus, pendant son mandat précédent, M. Touadéra a montré peu d'empressement à endiguer la corruption endémique, accuse l'opposition.

Comme l'élection présidentielle, les législatives furent un échec, et de nombreux candidats à la députation déposent leur requête auprès de la Cour à Bangui.

Écarts de voix, absence de procès-verbaux, bureaux qui n'ont ouvert que quelques heures, intimidation, fraudes, ou candidats accusés d'être proches des groupes armés... les plaintes sont nombreuses.

Les rebelles ont empêché de nombreuses personnes de voter.

La Cour Constitutionnelle devra étudier ces nombreuses requêtes, avant de rendre son jugement au plus tard le 28 janvier.

Cette dernière avait aussi refusé de reporter les élections.

En revanche elle avait rejeté les candidatures des groupes armés aux législatives.

D'autre part, le KNK, le parti de l'ancien président Bozizé, dénonce le saccage du siège de son parti début janvier à Bangui, ainsi que « l'assassinat » d'un cadre du parti, candidat aux législatives à Damara.

Comment vaincre les groupes armés ?

Le Conseil de sécurité de l'ONU planche actuellement sur la Centrafrique.

L'émissaire de l'ONU en Centrafrique, Mankeur Ndiaye, réclame une augmentation du nombre de Casques bleus, ainsi que des drones et des hélicoptères supplémentaires.

Mais la Minusca représente déjà l'une des plus grosses et coûteuses opérations de l'ONU dans le monde.

Mankeur Ndiaye réclame aussi que les 300 militaires rwandais « prêtés » depuis décembre par la mission de l'ONU au Soudan du Sud restent quelques mois de plus.

Par ailleurs, il faut lutter contre l'impunité : tous les auteurs de violence doivent être jugés.

Il faut surtout, selon la Centrafrique, la Chine et la Russie, lever totalement l'embargo sur les armes lourdes.

Mais les Occidentaux sont réticents, craignant que ces armes n'atterrissent entre les mains de groupes armés.

Cette inquiétude est justifiée, car il a été constaté que des armes livrées aux FACA avaient disparues.

D'autre part, malgré des dérogations pour livrer des armes aux FACA, cette armée centrafricaine n'a pu démontrer son efficacité.

Et comment lutter contre la désertion au sein des FACA ? Ce problème est important, mais pas vraiment abordé avec une volonté farouche de trouver des solutions.

Enfin, pour lutter contre les groupes armés, outre le dialogue avec les franges les moins radicales, il faudrait les empêcher de communiquer avec l'étranger.

En effet, les frontières sont poreuses, et ils vendent aisément à l'étranger ce qu'ils pillent dans les mines centrafricaines.

Il faut sevrer les groupes armés de toute fourniture d'armes, de logistique ou de soutien technique militaire.

Le risque majeur pour l'avenir est que l'opposition politique et la coalition des groupes armés s'unissent pour renverser le président réélu.

Sources: AFP, ONU, RFI

5

Evaluation de l'article



[Previous: Éthiopie : catastrophe humanitaire et guerres sur de multiples fronts](#)

S'abonner aux commentaires ▼



Soyez le premier à commenter !

B *I* U

Ce site utilise Akismet pour réduire les indésirables. [En savoir plus sur comment les données de vos commentaires sont utilisées.](#)

0 COMMENTAIRES



Calendrier

janvier 2021						
L	M	M	J	V	S	D
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31

[« Déc](#)

Abonnement

Your email:

Twitter : [@Actuspays](#)

[Connexion](#)

[Flux des publications](#)

[Flux des commentaires](#)

[Site de WordPress-FR](#)

Archives

 ▼